

Nouvelles du Niger

Rien ne va plus pour les filiales d'Orano

Un an après le coup d'État militaire intervenu à Niamey (juillet 2023) rien ne va plus pour les filiales d'Orano (ex Areva) qui extraient de l'uranium au Niger. La presse s'est fait l'écho, en juillet 2024, d'une perte de 133 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024, pour le géant français du nucléaire auquel les autorités ont retiré les droits sur le gisement d'Imouraren.

RFI¹ précise que cette perte est principalement due à "197 millions d'euros" de "provisions et dépréciations". Les dépréciations concernent le permis d'exploitation du gisement d'Imouraren, retiré en juin au groupe par les autorités du Niger (69 millions), ainsi que des actifs de sa filiale Somair en grande difficulté, pour un montant de 105 millions. Le groupe a en outre prévu 23 millions de provisions pour des risques divers, notamment fiscaux dans le pays.

Imouraren, le projet sans fin ?

Imouraren la future plus grande mine à ciel ouvert du monde ?

Petit retour en arrière. Le gisement d'Imouraren avait été découvert en 1966 par le Commissariat à l'Énergie Atomique. Situé entre 110 et 170 mètres de profondeur, à environ 80 km au sud d'Arlit, il a une faible teneur en uranium (bien en dessous de 1 pour mille en moyenne) et était jugé à l'époque non économiquement exploitable ce qui a été confirmé par de nouvelles études en 1981.



Localisation d'Imouraren © Andra

Un nouveau permis de recherche était accordé en 2006. En janvier 2008, après des mois de tensions au plus haut niveau entre la France et le Niger pour la renégociation des conditions d'exploitation de l'uranium, le Niger renouvelait finalement son partenariat avec Areva, au grand dam d'autres concurrents dont la Chine.

Anne Lauvergeon, alors présidente du directoire d'Areva annonçait avec fierté un partenariat "gagnant-gagnant", en particulier la future mise en production, du gisement d'Imouraren. Le journal Le Monde² relayait ainsi les informations d'Areva : "Areva veut doubler sa production d'uranium d'ici à 2012. Or cette "pépite"... - l'une des plus grandes mines d'uranium du monde - renferme 200 000 tonnes de minerai. Areva a décidé d'y investir plus de 1 milliard d'euros. Ses dirigeants espèrent en extraire 5 000 tonnes par an à partir de 2012, deux fois plus que la production des mines en déclin de Somair et Cominak (nord-ouest du Niger)".

En 2009, Anne Lauvergeon confirmait encore avec enthousiasme³ qu'Areva allait investir 1,2 milliard d'euros pour faire d'Imouraren la plus grande mine d'uranium à ciel ouvert du monde.

¹ <https://urlr.me/ySYWs>

² <https://urlr.me/DpJdY>

³ <https://urlr.me/1yzZd>

Imouraren, un projet à fort impact environnemental

Nous avons pu consulter en 2009 l'étude d'impact sur l'environnement préparée par Areva pour l'exploitation du gisement d'Imouraren. L'entreprise privilégiait alors une exploitation par **mine à ciel ouvert**. Les quelques chiffres ci-dessous (données de novembre 2007) donnent une idée de l'ampleur des impacts environnementaux :

- Implantation d'une ville induite de 10 000 à 50 000 personnes (salariés, sous-traitants, plus leur famille et les activités de support).
- Déplacement de 3,8 milliards de tonnes de roches⁴.
- Création de verses à stériles de 40 mètres de haut sur environ 20 km².
- Production d'environ 245 millions de tonnes de résidus radioactifs stockés pour partie en surface et pour partie dans les fosses de la mine à ciel ouvert.
- Utilisation de 12 000 tonnes d'explosifs par an.
- Production de 1 500 tonnes d'acide sulfurique par jour (produit indispensable pour l'extraction de l'élément uranium à partir du minerai par lixiviation).
- Traitement de 27 000 tonnes de minerai par jour.
- Consommation de 12 à 13 millions de mètres cubes d'eau par an dont 6 millions pour la partie traitement du minerai.

Il en résulterait un *“assèchement local des nappes du Tchirezrine 2 et du Téloua dans l'environnement proche du gisement en fin d'exploitation”*⁵. La question de l'eau est cruciale partout dans le monde et de manière encore plus aigüe dans la région



Puisage de l'eau dans le secteur d'Imouraren.
© Aghirin'man, 2012

d'Agadez où les nappes sont *“fossiles”* et donc non renouvelables.

Areva envisageait de puiser une partie des eaux nécessaires au procédé industriel dans les aquifères plus propices à la production d'eau potable (aquifère du Téloua), et l'entreprise notait qu'*“au-delà d'une certaine quantité des études plus fines seront nécessaires pour garantir la possibilité de maintenir la production d'AEP”*⁶. (AEP : alimentation en eau potable). Elle précisait : *“Un programme de reconnaissance par forages plus complet était prévu lors de la campagne hydrogéologique de 2007, pour pouvoir répondre à ces problématiques et affiner les modèles, mais n'a pu être réalisé à cause des conditions d'insécurité importante régnant sur la zone”*.

À de nombreuses pages de l'étude d'impact de 2009, on retrouve cette mention d'études non finalisées du fait des risques pour la sécurité des équipes sur le terrain.

Cécile Chamberland et Mélodie Roche qui effectuaient en 2007 un stage co-organisé par la CRIIRAD et l'ONG Aghirin'man dans la région d'Agadez nous avaient décrit une situation plus que tendue avec la montée

⁴ AREVA, Site d'Imouraren, étude d'Impact sur l'environnement, Description du projet page 20.

⁵ Ibid., Résumé non technique page 16.

⁶ Ibid., Identification et évaluation des impacts hydrogéologiques et hydrochimiques, page 118.

en puissance de la rébellion touareg. Elles notaient par exemple dans leur rapport : *“une attaque est menée directement à l'encontre d'Areva, sur son site de forage d'Imouraren, dans la nuit du 16 au 17 avril. Cette attaque s'est soldée par la perte de soldats nigériens et le vol de plusieurs 4x4 Toyota d'Areva”*.

Accompagnées par Almoustapha Alhacen, président d'Aghirin'man⁷, elles avaient eu le temps de réaliser quelques mesures de radiation qui montraient déjà l'impact radiologique des activités de prospection : des centaines de tas de boue issue des forages, avec pour certains une radioactivité jusqu'à 9 fois supérieure à la normale⁸, des fosses remplies d'eau très probablement contaminée accessibles aux animaux, aucune signalisation sur les risques, etc.



Tas de terre laissés par les forages à Imouraren.
© CRIIRAD

Suite à la catastrophe de Fukushima en 2011 et à l'effondrement du prix de l'uranium, Areva a mis ensuite le projet Imouraren “sous cocon”, dans l'attente d'une augmentation du cours de l'uranium.

Vous avez dit ISR ?

Orano a ensuite remis le projet sur les rails ces dernières années. Curieusement, plutôt qu'une extraction par mine à ciel ouvert, l'entreprise évoque désormais la technique dite d'ISL (In situ Leaching) ou ISR (In Situ Recovery), c'est-à-dire de lixiviation in situ.

Contrairement aux méthodes classiques qui consistent à extraire le minerai du sous-sol (par des carrières à ciel ouvert ou des mines souterraines), la lixiviation in situ consiste à dissoudre l'uranium directement dans le sous-sol grâce à des forages qui atteignent les gisements en profondeur. Une solution chimique (acide ou basique) est injectée par des puits (dits “d'injection”). Elle traverse les zones riches en uranium puis est repompée par des puits “de production”. Si l'impact visuel est plus limité (plus de terrils de roches radioactives ou de résidus d'extraction), l'activité reste particulièrement polluante. En 2009 les chefs traditionnels du secteur d'Imouraren s'étaient d'ailleurs opposés à ce que cette méthode soit mise en œuvre sur leur territoire.

L'étude d'impact d'Areva à l'époque excluait d'ailleurs très clairement le recours à la méthode par lixiviation in situ pour des raisons aussi bien économiques qu'environnementales. Le dossier “Alternatives” expliquait à propos de la méthode ISL-ISR : *“Il existe un risque environnemental relativement important qui est la pollution du principal aquifère de la région dû au manque de confinement de la couche minéralisée”*. En effet, certains secteurs du sous-sol resteront, à l'issue de l'exploitation, gorgés de liquides chimiques et radioactifs.

⁷ ONG basée à Arlit qui se bat pour la protection de l'environnement, et avec laquelle la CRIIRAD travaille depuis 2002.

⁸ Mesures effectuées le 13 avril 2007 au moyen d'un scintillomètre gamma DG5 fourni par la CRIIRAD : jusqu'à 1700 coups par seconde sur un petit tas de boues de forage (soit 9 fois le niveau naturel local de 190 coups par seconde).

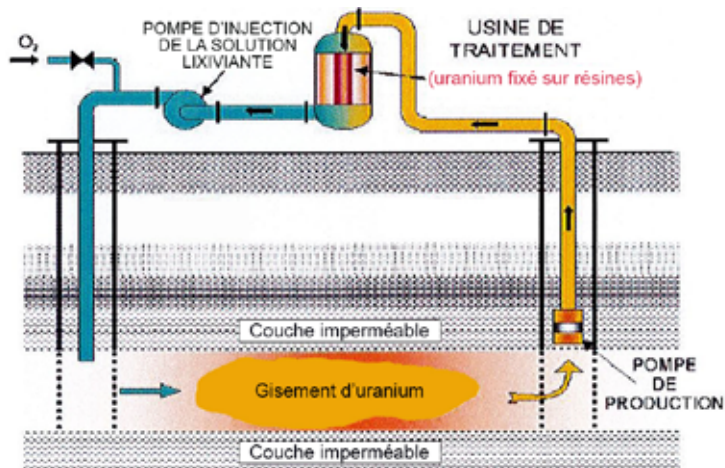


Schéma de principe de la méthode ISL/ISR (adapté d'un document COGEMA)

Cette méthode ne doit donc théoriquement être employée que lorsque les gisements sont encadrés par des couches imperméables qui limiteront la migration de la pollution sur le long terme.

Sur le plan économique, les essais d'injection réalisés en 2006 montraient que, compte tenu des caractéristiques des roches, il faudrait que les puits soient très proches les uns des autres (plus de 30 000 puits à forer pour récupérer 5 000 tonnes d'uranium par an), ce qui nécessiterait des investissements très lourds.

Imouraren une arnaque économique ?

Outre les problèmes environnementaux, l'affaire Imouraren est un véritable scandale économique, voire une arnaque. Nous avons discuté de ces questions avec Marc Eichinger, principal enquêteur de l'affaire Uramin et auteur de « L'homme qui en savait beaucoup trop » (Massot éditions). Il était superviseur de sécurité pour la société Control Risk au Niger de 2013 à 2020. Son point de vue, qu'il a résumé pour les adhérents de la CRIIRAD, est reproduit dans l'encadré.

Rappelons que le scandale Uramin porte sur l'achat par Areva, en juin 2007, pour 1,8 milliard d'euros, de la société canadienne Uramin détentrice de gisements d'uranium en Afrique (Afrique du Sud, Namibie, Niger, République Centrafricaine, Sénégal). Il sera établi ultérieurement que la qualité de ces gisements a été très largement surestimée voire que certains sont inexploitable. Ce scandale contribuera à la chute d'Areva et à l'éviction d'Anne Lauvergeon.

Les documents qu'a pu se procurer Marc Eichinger et que nous avons pu consulter sont éloquents, qu'il s'agisse d'un courriel adressé en 2012 par un géologue d'Areva à Luc Oursel, successeur d'Anne Lauvergeon depuis juin 2011 à la tête d'Areva, ou d'un audit commandé par EDF à un cabinet d'expertise anglais à l'époque où Areva souhaitait qu'EDF prenne 10 % des parts dans la société Imouraren SA. En résumé, la campagne de délimitation⁹ du gisement d'Imouraren, conduite en 2006-2007 est biaisée et la ressource exploitable est très largement surestimée du fait de défauts dans la méthodologie utilisée.

⁹ Détermination du contour du gisement.

Analyse de Marc Eichinger

Sur le plan macroéconomique le Niger doit faire face à ses démons, une augmentation exponentielle de la population avec en moyenne huit enfants par femme, une instabilité de la ressource en eau, des tensions fortes entre éleveurs de bétail et autres agriculteurs.

La population ne peut vivre que dans la zone où l'eau est plus présente, dans la bande frontalière avec le Nigeria. Dans la zone d'Arlit, l'exploitation de l'uranium permettait l'activité humaine mais les réserves sont épuisées, il n'y a plus d'uranium au Niger.

Tous les détails concernant la réalité des gisements d'Imouraren¹⁰ et autres¹¹ ont été déjà largement expliqués mais principalement dans la presse locale. La manipulation quant à la qualité du gisement a la peau dure.

En juin 2024 l'AFP publie une dépêche qui est reprise par toute la presse française, y compris des journaux comme le Monde. Aucune vérification n'est faite. Nous apprenons que la junte militaire retire le permis d'Imouraren à Orano qui doit dire adieu à 200 000 tonnes de réserves. En réalité le site est inexploitable comme celui de Bakouma en Centrafrique mais pour d'autres raisons. Il n'y a jamais eu de réserves prouvées donc économiquement viables et le site est connu depuis 1960. D'ailleurs il n'y a aucun repreneur, ni russe, ni chinois, aucun. La junte au pouvoir n'a rien à voir là-dedans, vous pouvez obtenir la licence pour un franc CFA symbolique et investir à perte.

Imouraren a simplement servi à maquiller le bilan d'Areva en 2010 après l'affaire Uramin. Après la faillite et la création d'Orano, cette société a émis des obligations qui contiennent des "covenants". Des clauses par lesquelles Orano s'engage au remboursement immédiat des emprunts en cas de perte ou cession d'un actif significatif.

Quand Orano abandonne Imouraren sous le gouvernement Bazoum dans un contrat signé le 4 mai 2023 donc avant l'avènement de la junte, cette dernière ne fait que mettre un terme définitif à la tromperie.

Uramin, Imouraren, la Somida, Goviex, tous ces gisements sont supposés de classe mondiale, mais ne produiront jamais un dé à coudre d'uranium. Les plus âgés se rappelleront du scandale Bre-x¹², un penny stock* qui devient la plus grosse mine d'or du monde entièrement fictive. Le modèle est exactement le même dans les cas précités. Comment la population nigérienne pourrait-elle comprendre pourquoi elle s'enfoncé dans la pauvreté avec toutes ces richesses disponibles ?

Bien sûr le pétrole de la CNPC va donner un répit et les revenus viennent compenser la perte de l'uranium mais le pipeline a déjà été endommagé par un Front Patriotique de Libération qui veut sa part. Toujours plus de population pour partager moins de ressources, l'issue ne fait aucun doute, et la centaine de Russes "d'Africa corps" (ex Wagner) n'y changeront rien.

*Un penny stock est une valeur boursière dont le cours n'est que de quelques centimes d'euro.

¹⁰ "Orano et le Niger. une histoire de corruption, de mines et de politique" (I24 News, Marc Eichinger, 8 août 2023) et "Comprendre la fraude Orano mining et se réconcilier avec le Niger" (L'évènement Niger, Marc Eichinger, 7 août 2023).
¹¹ "Chronique de la Somida, quand Dattels sévit au Niger" (L'évènement Niger, Marc Eichinger, 2 janvier 2024).
¹² Mine d'Or de Bre-X à Busang en Indonésie.

Rien ne va plus pour Somaïr

Le coup d'État de juillet 2023 a entraîné un blocage des frontières ce qui a eu pour conséquence un arrêt, au mois de septembre 2023, de l'usine d'extraction d'uranium de Somaïr (la seule filiale d'Orano qui extrait encore de l'uranium au Niger).

L'arrêt était lié en particulier à l'impossibilité de recevoir des matières premières indispensables pour le procédé. L'entreprise, détenue à 64 % par Orano, a continué cependant à extraire du minerai de ses gigantesques carrières à ciel ouvert et à le stocker à proximité de son usine d'extraction.

L'usine a redémarré et produit à nouveau des concentrés uranifères à partir de février 2024. Mais Somaïr ne peut pas exporter sa précieuse production. Début juillet 2024, Orano a précisé à l'AFP : "On est obligé de consacrer tous nos efforts au maintien de l'outil industriel et au paiement des salaires, et ça, on le fait en vendant de manière conservatoire des stocks (...) qu'on a économisés, et qui sont destinés initialement au financement du plan de réaménagement du site à l'issue de sa période d'exploitation".

Si la situation ne se débloque pas, des mesures "sociales", voire la cessation d'activité sont envisagées.

Pour survivre, Somaïr vend donc des stocks d'uranium entreposés sur le sol français et dont la valorisation était destinée à payer les futurs travaux de réaménagement du site minier. Cela n'augure rien de bon quant à la qualité des efforts qui seront consentis pour minimiser les impacts environnementaux, sociaux et sanitaires à long terme. Quand on connaît les défis que représente le "réaménagement" des anciens sites d'extraction de l'uranium, et les ressources financières considérables qu'il convient de mobiliser pour atteindre des objectifs à minima, on ne peut qu'être inquiets.

Changement à la COMINAK

Le lourd passif du réaménagement

La COMINAK (filiale d'Orano) a extrait de l'uranium à Arlit pendant plusieurs décennies. Elle a cessé ses activités en mars 2021 et conduit depuis un programme de RDS (Réaménagement du Site). La CRIIRAD a dénoncé en début d'année 2023, les problèmes posés par les 20 millions de tonnes de résidus radioactifs que l'entreprise laisse derrière elle. Pour l'instant ces matériaux radioactifs sont en majorité à l'air libre et de sérieux doutes pèsent sur la capacité de COMINAK à tenir ses engagements en matière de réaménagement¹³, d'autant que se posent nombre d'autres défis.

Nomination d'Almoustapha Alhacen

Coup de tonnerre. Le 2 août 2024, Almoustapha Alhacen, le président de l'ONG Aghirin'man et leader depuis plus de 20 ans du combat pour la défense de l'environnement à Arlit, nous a informés de sa nomination, par le gouvernement du Niger, en tant que Président du Conseil d'Administration de la COMINAK.

Malgré les risques que représente une telle charge, il accepte et nous confie¹⁴ : "La COMINAK ne fera pas pire si je suis là" et puis "si je refuse, les autorités pourraient supprimer l'agrément de l'ONG Aghirin'man".

Le processus paraît enclenché. Le 3 septembre, le Directeur Général de SOPAMIN, la Société du Patrimoine des Mines du Niger, actionnaire à plus de 30 % de la COMINAK, a adressé à l'actuel Président du Conseil d'Administration de la COMINAK un courrier qui précise qu'Almoustapha Alhacen est bien désigné "Administrateur au Conseil d'Administration de COMINAK, au titre de l'actionnaire SOPAMIN-SA" et que "l'État du Niger propose Monsieur Alhacen comme nouveau Président du Conseil d'Administration de la COMINAK".

Cette nomination constitue un exemple supplémentaire du bras de fer entre l'État du Niger et Orano.

Rédaction : Bruno Chareyron, le 16/09/24 •

¹³ "Orano au Niger, des millions de tonnes de déchets radioactifs non confinés" (CRIIRAD, 12/01/2023, B. Chareyron)

¹⁴ Entretien entre Almoustapha Alhacen et Bruno Chareyron le 2 août 2024.